

Monsieur le Maire informe l'Assemblée que la Municipalité de LUDRES est résolue à tout faire pour lutter contre le chômage qui ne cesse de croître dans le département et pour assurer l'avenir économique de la région.

Les conditions d'une véritable relance de l'économie régionale passent par un développement rapide des zones industrielles du Sud de l'Agglomération nancéienne qui comptent plus de 8000 emplois et des atouts de première force.

Pour valoriser encore ces équipements, les rendre plus attractifs pour les entreprises créatrices d'emplois, désireuses de s'y installer, il est impératif de réaliser au plus vite les infrastructures routières permettant un désenclavement et une irrigation du sud du département, seule condition d'une redynamisation durable de l'activité industrielle.

Monsieur le Maire fait remarquer que de tels travaux contribuent, de plus, à résorber immédiatement une partie du chômage.

Il informe le Conseil Municipal des courriers qui lui ont été faits par Monsieur le Préfet, Commissaire de la République, et par le Président du Conseil Général, en attirant l'attention de ses collègues sur l'absence de réponse satisfaisante à la délibération du Conseil Municipal en date du 22 Mai 1984.

Il fait remarquer que si l'Etat a augmenté sa participation dans les infrastructures comme le souligne Monsieur le Préfet, Commissaire de la République, de 1981 à 1984 de 100 MF à 137 MF, cette progression ne constitue pas un effort de sa part mais provient du nouveau prélèvement fiscal sur les carburants. Il souligne en outre que la participation de l'Etat s'est trouvée très largement réduite en 1981 par rapport aux années précédentes.

Il redemande avec insistance que soit achevée au plus vite la liaison A 330 LUDRES - NEUVES-MAISONS vers COLOMBEY-LES-BELLES, pour relier le Sud de l'Agglomération à l'autoroute Lorraine-Bourgogne. Il précise que la première tranche de cette liaison (doublement de la chaussée entre la RN 57 et MEREVILLE) a récemment été mise en service.

Rappelant la délibération du Conseil Municipal du 22 Mai 1984 et d'autres précédentes, il souligne à nouveau l'urgence de réaliser les liaisons FLAVIGNY-CHARMES et REMIREMONT-MULHOUSE pour supprimer les goulots d'étranglement nuisibles aux échanges européens de l'axe AMSTERDAM-MILAN, celui-ci étant seul capable de redynamiser NANCY et METZ en rééquilibrant la Lorraine par rapport à PARIS.

Monsieur le Maire fait remarquer, par ailleurs, que pour valoriser les zones industrielles de LUDRES, il importe de profiter des travaux à réaliser par l'Etat sur l'autoroute A 331 de LUDRES à HUDIVILLER et le contournement de LUNEVILLE pour cette 1ère section de 3 à 4 voies, pour réaliser une première bretelle de raccordement. Cette bretelle, inscrite dans l'échangeur prévu au Schéma de Secteur de la Zone Sud, élaboré en 1973, consiste à prolonger la rue Lavoisier vers l'autoroute pour accéder à la direction de STRASBOURG.

Il souligne que par délibération du 15 Juin 1984, le Conseil Municipal de FLEVILLE a fait la même demande.

Cependant, par lettre en date du 27 Juillet 1984, la Direction Départementale de l'Équipement répondait que la programmation de cet échangeur ne pouvait être envisagée qu'à long terme, supérieur à l'an 1990, et qu'il appartenait non à l'Etat, mais au Syndicat Mixte d'en trouver le financement.

Monsieur le Maire dénonce cet état de fait qui va à l'encontre des affirmations du Gouvernement de tout faire pour combattre le chômage et demande à l'Etat de réaliser, rapidement, cette liaison qui a pour but de promouvoir l'activité industrielle et l'implantation d'entreprises, par la réalisation d'équipements publics valorisants.

LE CONSEIL MUNICIPAL,
après en avoir délibéré, décide à l'unanimité :

- de s'associer à la Municipalité de FLEVILLE pour demander à l'Etat la réalisation rapide de la liaison des zones industrielles de LUDRES - FLEVILLE en direction de STRASBOURG, dans un premier temps,

- de faire à nouveau appel à l'Etablissement Public Régional et à l'Etat pour réaliser les liaisons FLAVIGNY-CHARMES, REMIREMONT MULHOUSE, destinées à revitaliser l'économie régionale,

- de faire également appel au Conseil Général pour que soient achevés rapidement les travaux A330/CD974 reliant le Sud de NANCY, et notamment les sites de LUDRES-FLEVILLE et de NEUVES-MAISONS à l'autoroute A 31 Lorraine-Bourgogne.